

181/2015 - 16 octobre 2015

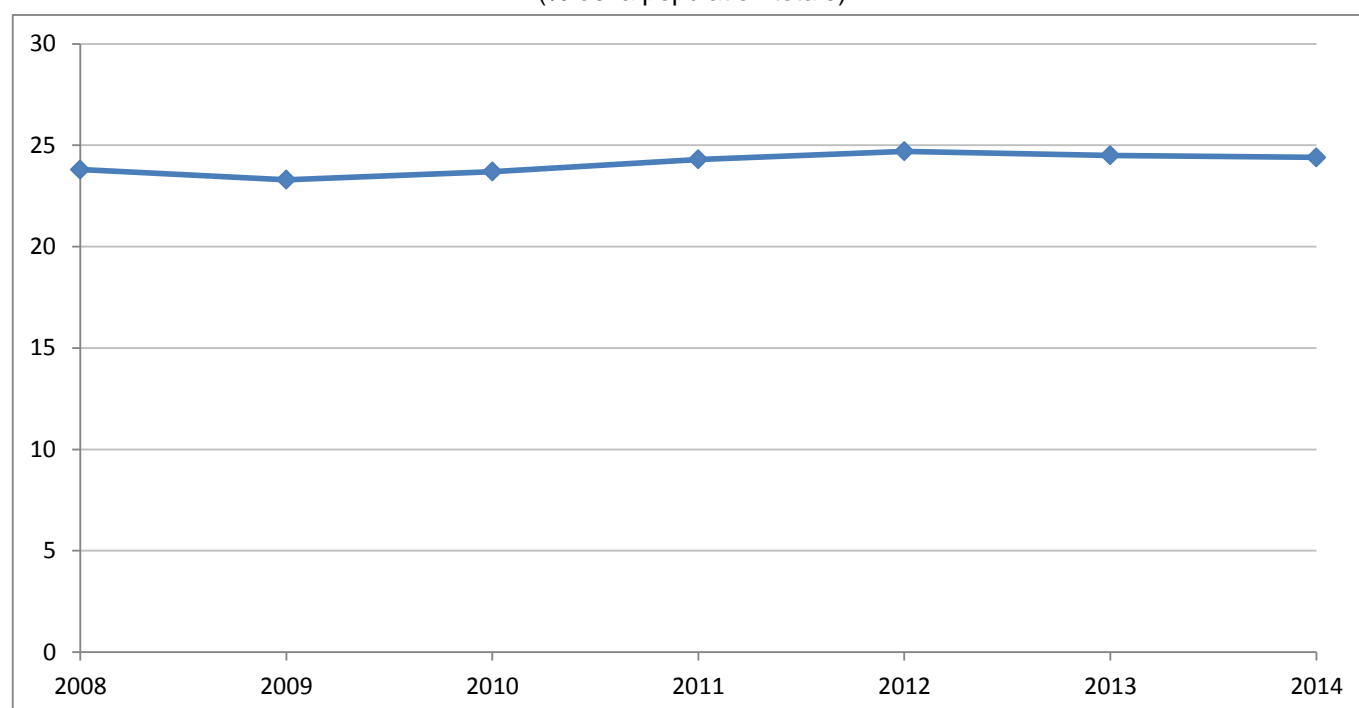
Ce communiqué de presse a été révisé pour corriger une erreur dans la dernière table. Par erreur, la devise pour la Lituanie était présentée comme étant l'euro. La devise correcte pour les années 2008 et 2014 était le litas (LTL). Nous vous prions de bien vouloir nous excuser pour tout désagrément que cette erreur pourrait avoir causé.

17 octobre: journée internationale pour l'élimination de la pauvreté **1 personne sur 4 dans l'UE touchée par le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2014** 122 millions de personnes dans cette situation dans l'UE

En 2014, 122 millions de personnes, soit 24,4% de la population, dans l'**Union européenne (UE)** étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela signifie que ces personnes étaient affectées par au moins une des trois conditions suivantes: en risque de pauvreté après transferts sociaux (pauvreté monétaire), en situation de privation matérielle sévère ou vivant dans des ménages à très faible intensité de travail. Après une légère baisse en 2013 faisant suite à trois années consécutives de hausse, la proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'**UE** est restée quasiment stable en 2014 mais demeure supérieure à celle enregistrée en 2008 (23,8%). La réduction du nombre de personnes confrontées dans l'UE au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est l'un des objectifs clés de la stratégie Europe 2020.

Ces données sont publiées par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Une [infographie](#) est également disponible sur le site web d'Eurostat.

Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, 2008-2014
(% de la population totale)



Agrégat UE: les données 2008 et 2009 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2014 sont estimées.

Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale le plus élevé en Roumanie, le plus faible en République tchèque

En 2014, plus d'un tiers de la population était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale dans trois États membres: en **Roumanie** (40,2%), en **Bulgarie** (40,1%) ainsi qu'en **Grèce** (36,0%). À l'autre extrémité de l'échelle, les taux les plus faibles de personnes étant en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale ont été enregistrés en **République tchèque** (14,8%), en **Suède** (16,9%), aux **Pays-Bas** (17,1%), en **Finlande** (17,3%) et au **Danemark** (17,8%).

Plus forte baisse du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Pologne, plus forte hausse en Grèce

Parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a augmenté entre 2008 et 2014 dans quatorze États membres, les plus fortes hausses ayant été enregistrées en **Grèce** (de 28,1% en 2008 à 36,0% en 2014, soit +7,9 points de pourcentage), en **Espagne** (+4,7 pp), à **Chypre** (+4,1 pp), à **Malte** (+3,7 pp), en **Hongrie** (+2,9 pp) et en **Italie** (+2,8 pp). À l'inverse, les baisses les plus marquées, parmi les États membres sans rupture dans la série de données, ont été observées en **Pologne** (de 30,5% à 24,7%, soit -5,8 pp), en **Roumanie** (-4,0 pp) ainsi qu'en **Slovaquie** (-2,2 pp). Au niveau de l'UE, la part de la population totale étant menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale est passée de 23,8% en 2008 à 24,4% en 2014.

Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, 2008 et 2014

	en % de la population totale		en milliers	
	2008	2014	2008	2014
UE*	23,8	24,4	116 570	121 860
Belgique	20,8	21,2	2 190	2 340
Bulgarie**	44,8	40,1	3 420	2 910
République tchèque	15,3	14,8	1 570	1 530
Danemark**	16,3	17,8	890	1 000
Allemagne	20,1	20,6	16 340	16 510
Estonie	21,8	:	290	:
Irlande	23,7	:	1 050	:
Grèce	28,1	36,0	3 050	3 880
Espagne	24,5	29,2	11 120	13 400
France	18,5	18,6	11 150	11 520
Croatie	:	:	:	:
Italie**	25,3	28,1	15 100	17 040
Chypre	23,3	27,4	180	230
Lettonie	34,2	32,7	740	650
Lituanie	28,3	27,3	910	800
Luxembourg	15,5	:	70	:
Hongrie	28,2	31,1	2 790	3 040
Malte	20,1	23,8	80	100
Pays-Bas**	14,9	17,1	2 430	2 850
Autriche	20,6	19,2	1 700	1 610
Pologne	30,5	24,7	11 490	9 340
Portugal	26,0	27,5	2 760	2 860
Roumanie	44,2	40,2	9 420	8 550
Slovénie	18,5	20,4	360	410
Slovaquie	20,6	18,4	1 110	960
Finlande	17,4	17,3	910	930
Suède	14,9	16,9	1 370	1 640
Royaume-Uni	23,2	:	14 070	:
Islande	11,8	:	40	:
Norvège	15,0	:	700	:
Suisse	18,1	:	1 330	:

Les données absolues sont arrondies à la dizaine de milliers la plus proche.

* Les données 2008 ne comprennent pas la Croatie.

Les données 2014 comprennent des estimations pour les États membres manquants.

** Bulgarie et Danemark: rupture dans la série. Italie et Pays-Bas: données 2014 provisoires.

: Données non disponibles

Les données sources sont consultables [ici](#).

17% de la population menacée de pauvreté monétaire dans l'UE...

Si l'on observe séparément chacun des trois éléments définissant le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, on observe que 17,2% de la population de l'UE en 2014 était en risque de pauvreté après prise en compte des transferts sociaux, c'est-à-dire que leur revenu disponible était en-dessous du seuil national de risque de pauvreté (voir le tableau correspondant). Cette proportion de personnes menacées de pauvreté monétaire dans l'UE a augmenté par rapport à 2013 et à 2008 (16,6% pour chaque année). Comme les seuils de pauvreté reflètent la distribution des revenus dans les pays, ils varient considérablement selon les États membres et évoluent également dans le temps. Parmi les États membres de l'UE pour lesquels les données sont disponibles, plus d'1 personne sur 5 était menacée de pauvreté monétaire en **Roumanie** (25,4%), en **Espagne** (22,2%), en **Grèce** (22,1%), en **Bulgarie** (21,8%) et en **Lettonie** (21,2%). Les taux les plus faibles ont été observés en **République tchèque** (9,7%), aux **Pays-Bas** (11,6%) ainsi qu'au **Danemark** (11,9%). Par rapport à 2008, la proportion de personnes étant en risque de pauvreté monétaire a augmenté dans dix-huit des États membres pour lesquels les données sont disponibles, et a diminué dans cinq autres.

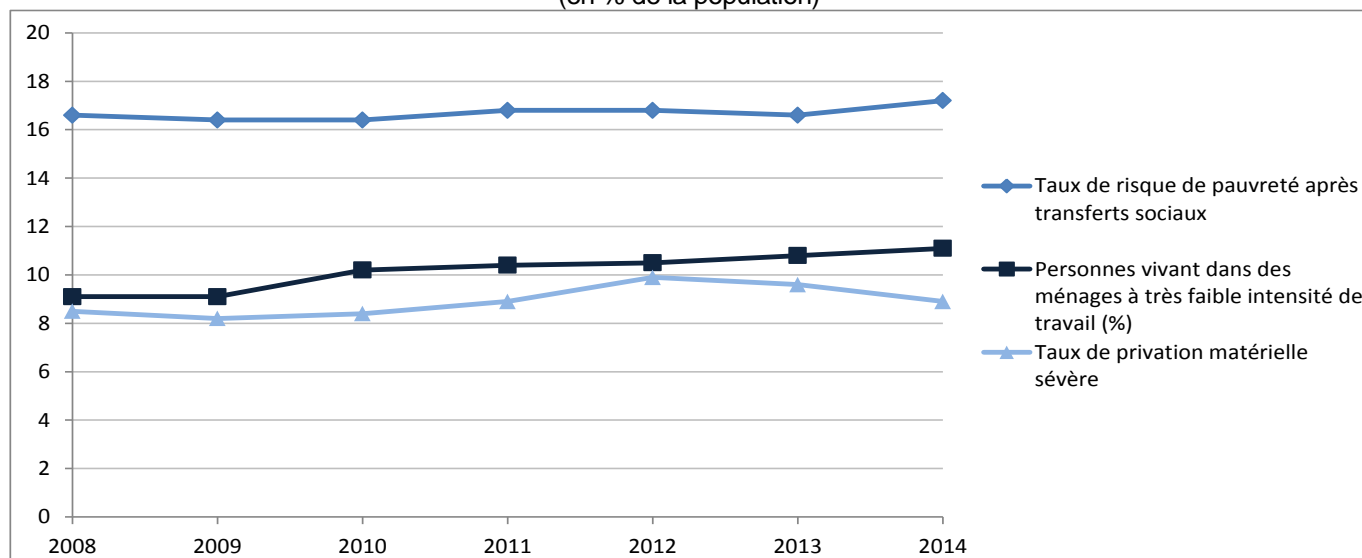
...9% en situation de privation matérielle sévère...

Dans l'UE en 2014, 8,9% de la population était en situation de privation matérielle sévère, ce qui signifie que leurs conditions de vie étaient limitées par un manque de ressources, comme par exemple le fait de ne pas être en mesure de régler leurs factures, de chauffer correctement leur logement ou de prendre une semaine de vacances en dehors de leur domicile. Cette proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère dans l'UE a diminué par rapport à 2013 (9,6%) mais est toujours supérieure à celle constatée en 2008 (8,5%). La proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère en 2014 différait fortement selon les États membres pour lesquels les données sont disponibles, s'échelonnant entre plus de 20% de la population en **Bulgarie** (33,1%), en **Roumanie** (26,3%), en **Hongrie** (23,9%) et en **Grèce** (21,5%) et 5% ou moins de la population en **Suède** (0,7%), en **Finlande** (2,8%), au **Danemark** ainsi qu'aux **Pays-Bas** (3,2% chacun), en **Autriche** (4,0%), en **France** (4,8%) et en **Allemagne** (5,0%). Par rapport à 2008, la proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère a augmenté dans onze États membres pour lesquels les données sont disponibles, et a diminué dans douze autres.

...et 11% vivant dans des ménages à très faible intensité de travail

Concernant l'indicateur de faible intensité de travail, 11,1% de la population âgée de 0 à 59 ans dans l'UE vivait dans des ménages où les adultes avaient utilisé moins de 20% de leur potentiel total de travail au cours de l'année précédente. Cette proportion n'a pas cessé d'augmenter dans l'UE depuis 2008. En 2014, la **Grèce** (17,2%), l'**Espagne** (17,1%) et la **Belgique** (14,6%) affichaient les plus fortes proportions de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail, tandis que la **Suède** et la **Roumanie** (6,4% chacune), la **Slovaquie** (7,1%), la **Pologne** (7,3%) et la **République tchèque** (7,6%) avaient les plus faibles taux parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles. Par rapport à 2008, la proportion de personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages à très faible intensité de travail a augmenté dans quasiment tous les États membres, excepté en **Allemagne**, en **Pologne** et en **Roumanie**.

Évolution des trois composantes du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, (en % de la population)



Agrégat UE: les données 2008 et 2009 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2014 sont estimées.

Le nombre total de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est inférieur à la somme des personnes comptabilisées dans chacune des trois formes de pauvreté ou d'exclusion sociale, car certaines personnes sont affectées simultanément par plus d'une de ces formes.

Composantes du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, 2008 et 2014

	Risque de pauvreté après transferts sociaux (%)		Personnes en situation de privation matérielle sévère (%)		Personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages à très faible intensité de travail (%)	
	2008	2014	2008	2014	2008	2014
UE*	16,6	17,2	8,5	8,9	9,1	11,1
Belgique	14,7	15,5	5,6	5,9	11,7	14,6
Bulgarie**	21,4	21,8	41,2	33,1	8,1	12,1
Rép. tchèque	9,0	9,7	6,8	6,7	7,2	7,6
Danemark**	11,8	11,9	2,0	3,2	8,5	12,1
Allemagne	15,2	16,7	5,5	5,0	11,7	10,0
Estonie	19,5	:	4,9	:	5,3	:
Irlande	15,5	:	5,5	:	13,7	:
Grèce	20,1	22,1	11,2	21,5	7,5	17,2
Espagne	20,8	22,2	3,6	7,1	6,6	17,1
France	12,5	13,3	5,4	4,8	8,8	9,7
Croatie	:	:	:	:	:	:
Italie**	18,7	19,6	7,5	11,5	9,8	12,0
Chypre	15,9	14,4	9,1	15,3	4,5	9,7
Lettonie	25,9	21,2	19,3	19,2	5,4	9,6
Lituanie	20,9	19,1	12,5	13,6	6,1	8,8
Luxembourg	13,4	:	0,7	:	4,7	:
Hongrie	12,4	14,6	17,9	23,9	12,0	12,2
Malte	15,3	15,9	4,3	10,2	8,6	9,8
Pays-Bas**	10,5	11,6	1,5	3,2	8,2	11,1
Autriche	15,2	14,1	5,9	4,0	7,4	9,1
Pologne	16,9	17,0	17,7	10,4	8,0	7,3
Portugal	18,5	19,5	9,7	10,6	6,3	12,2
Roumanie	23,4	25,4	32,9	26,3	8,3	6,4
Slovénie	12,3	14,5	6,7	6,6	6,7	8,7
Slovaquie	10,9	12,6	11,8	9,9	5,2	7,1
Finlande	13,6	12,8	3,5	2,8	7,5	10,0
Suède	12,2	15,1	1,4	0,7	5,5	6,4
Royaume-Uni	18,7	:	4,5	:	10,4	:
Islande	10,1	:	0,8	:	2,6	:
Norvège	11,4	:	2,0	:	6,5	:
Suisse	15,7	:	2,1	:	3,3	:

* Les données 2008 ne comprennent pas la Croatie.

Les données 2014 comprennent des estimations pour les États membres manquants.

** Bulgarie: rupture dans la série sur la privation matérielle. Danemark: rupture dans la série sur les variables du revenu. Italie et Pays-Bas: données 2014 provisoires.

: Données non disponibles

Seuils de risque de pauvreté dans l'UE, 2008 et 2014
(en monnaie nationale)

	Devise	Revenu disponible équivalent médian national annuel (après transferts sociaux)		Seuil annuel de risque de pauvreté monétaire			
				Adulte seul		Deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans	
		2008	2014	2008	2014	2008	2014
Belgique	euros	17 985	21 705	10 791	13 023	22 661	27 348
Bulgarie	BGN	4 247	6 476	2 548	3 885	5 351	8 159
Rép. tchèque	CZK	168 472	198 028	101 083	118 817	212 275	249 515
Danemark*	DKK	180 015	207 183	108 009	124 310	226 819	261 051
Allemagne	euros	18 309	19 733	10 986	11 840	23 070	24 864
Estonie	euros	5 547	:	3 328	:	6 989	:
Irlande	euros	22 995	:	13 797	:	28 973	:
Grèce	euros	10 800	7 680	6 480	4 608	13 608	9 677
Espagne	euros	12 628	13 269	7 577	7 961	15 911	16 719
France	euros	18 899	21 243	11 340	12 746	23 813	26 766
Croatie	HRK	:	:	:	:	:	:
Italie*	euros	15 639	15 821	9 383	9 493	19 705	19 934
Chypre	euros	16 024	14 400	9 614	8 640	20 190	18 144
Lettonie	euros	4 740	5 203	2 844	3 122	5 972	6 556
Lituanie	LTL	14 196	16 652	8 517	9 991	17 886	20 982
Luxembourg	euros	30 917	:	18 550	:	38 955	:
Hongrie	HUF	1 105 926	1 354 933	663 556	812 960	1 393 467	1 707 216
Malte	euros	10 009	12 787	6 005	7 672	12 611	16 112
Pays-Bas**	euros	19 522	20 891	11 713	12 535	24 598	26 322
Autriche	euros	19 413	23 211	11 648	13 926	24 461	29 245
Pologne	PLN	15 720	22 399	9 432	13 439	19 807	28 223
Portugal	euros	8 143	8 229	4 886	4 937	10 260	10 368
Roumanie	RON	6 513	9 704	3 908	5 823	8 207	12 228
Slovénie	euros	10 893	11 909	6 536	7 146	13 725	15 006
Slovaquie	euros	4 792	6 809	2 875	4 086	6 038	8 580
Finlande	euros	19 794	23 702	11 876	14 221	24 940	29 865
Suède	SEK	190 305	234 633	114 183	140 780	239 784	295 637
Royaume-Uni	GBP	15 068	:	9 041	:	18 986	:
Islande	ISK	2 822 193	:	1 693 316	:	3 555 963	:
Norvège	NOK	254 758	:	152 855	:	320 996	:
Suisse	CHF	44 332	:	26 599	:	55 858	:

* Danemark: rupture dans la série relative aux variables du revenu. Italie et Pays-Bas: données 2014 provisoires.

: Données non disponibles

Les données sources sont consultables [ici](#).

Le **taux de risque de pauvreté** est défini comme la part des personnes dont le revenu total du ménage (après transferts sociaux, impôts et autres déductions) disponible pour les dépenses ou l'épargne est inférieur au **seuil de risque de pauvreté monétaire**, fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national après transferts sociaux.

Il ne s'agit pas d'un indicateur absolu de richesse ou de pauvreté, mais il offre un point de comparaison des bas revenus par rapport aux revenus des autres habitants d'un pays donné.

Le seuil dépend de la distribution des revenus dans un pays pour une année donnée et varie avec la composition du ménage. Il est donc important de noter que le taux de risque de pauvreté monétaire est une **mesure relative de la pauvreté** et que le seuil varie considérablement d'un État membre à l'autre. Il évolue également dans le temps puisqu'il suit l'évolution du revenu disponible médian national: dans un certain nombre d'États membres, ce seuil a diminué sur la période 2008-2014 (Grèce, Chypre) ou est resté quasiment stable (Espagne, Italie et Portugal) en raison de la crise économique.

Méthodes et définitions

Les données sur le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale présentées dans ce communiqué de presse sont basées sur les statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC). **L'enquête EU-SILC** est la source de référence de l'UE pour les statistiques comparatives sur la distribution des revenus, la pauvreté et les conditions de vie. De plus amples informations peuvent être consultées [ici](#).

La population de référence comprend l'ensemble des ménages privés et de leurs membres actuels résidant sur le territoire d'un État membre donné à la date de la collecte des données. De façon générale, sont exclues de la population cible les personnes vivant dans des ménages collectifs et dans des institutions, ainsi que celles vivant dans des zones réduites et éloignées du territoire national ne représentant pas plus de 2% de la population nationale.

Pour 2008 et 2009, les données de l'agrégat UE ne comprennent pas la Croatie.

Les **personnes en risque de pauvreté** sont celles vivant dans un ménage disposant d'un revenu disponible équivalent-adulte inférieur au seuil de pauvreté qui est fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux). Le revenu équivalent-adulte est calculé en divisant le revenu total du ménage par sa taille, déterminée par l'application des pondérations suivantes: 1,0 au premier adulte, 0,5 aux autres membres du ménage âgés de 14 ans ou plus et 0,3 à chaque membre du ménage âgé de moins de 14 ans.

Les **personnes en situation de privation matérielle sévère** ont des conditions de vie limitées par un manque de ressources et sont confrontées à la privation d'au moins 4 des 9 éléments suivants. Ils ne sont pas en mesure de: 1) payer un loyer, un prêt immobilier ou des factures courantes à temps, 2) chauffer correctement leur domicile, 3) faire face à des dépenses imprévues, 4) consommer de la viande, du poisson ou un équivalent de protéines tous les deux jours, 5) s'offrir une semaine de vacances en dehors de leur domicile, 6) posséder une voiture personnelle, 7) un lave-linge, 8) un téléviseur couleur, ou 9) un téléphone (y compris un téléphone portable).

Les **personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail** sont les personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages dans lesquels les adultes (âgés entre 18 et 59 ans) ont utilisé en moyenne moins de 20% de leur potentiel total de travail au cours de l'année passée. Les étudiants sont exclus.

Le nombre total de **personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale** est inférieur à la somme des personnes comptabilisées dans chacune des trois formes de pauvreté ou d'exclusion sociale, car certaines personnes sont affectées simultanément par plus d'une de ces formes.

Plus d'informations

La page web du site des Nations Unies dédiée à la [Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté](#).

Le site web de la Commission européenne dédié à la [Stratégie Europe 2020](#).

Une [infographie interactive](#) sur le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE est disponible sur le site web Eurostat.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**


Vincent BOURGEAIS
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

 ec.europa.eu/eurostat

Production des données:

Jacopo GRAZZINI
Tél: +352-4301-31 753
jacopo.grazzini@ec.europa.eu

 [@EU Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

 **Demands média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu